

[1945.3]

1945?




JE REVIENS D'ESPAGNE

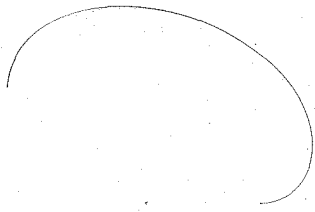
UN REPORTAGE
D'ANTOINE WALLON

Vendu au profit des
AMITIÉS ESPAGNOLES
RÉPUBLICAINES

PRIX : 15 FR.



Imp. J. DUQUENE,
ex-prisonnier politique
129, rue Desirée, Marcinelle.



JE REVIENS D'ESPAGNE

LA TRAHISON PAIE PARFOIS

Monsieur Pierre Daye voyage...

Insensiblement le « Lusitana » ralentit son allure, puis stoppe le long des quais de la minuscule gare-frontière.

Il est minuit, écartant les rideaux de la fenêtre, mon regard tombe sur un imposant panneau portant, en lettres rouges sur fond jaune, l'inscription : *Aqui Espana*.

En pays de révolution, les agents de frontière se montrent généralement tolérants.

C'est une constatation que j'ai faite en Argentine, au Chili, en Italie, à l'avènement du Fascio, au Venezuela quand on y fusillait ministres et généraux.

Que sera-ce au seuil de cette terre ardente d'Espagne ?

A peine le train s'est-il immobilisé que deux civils encadrent la porte et, en même temps qu'ils exhibent leurs plaques attachées au revers du veston, lancent un sonore : *Policia !...*

— Passeports. Où allez-vous ?...

— A Madrid.

— Transportez-vous des documents, des journaux étrangers, des livres, papiers d'affaires, lettres ?...

— Non, rien.

— Bueno.

Pendant ce dialogue, un demi-quarteron de douaniers se sont précipités sur les bagages. Mes chétives valises subissent l'assaut de ces énergmènes qui en bousculent fébrilement le contenu, retournent les couchettes, tâtent, fouillent plancher et plafond avec une dextérité déconcertante.

— Rien à déclarer... devises étrangères ? demande encore le plus chamarré des « Gabelous ».

— Non, rien.

Touchant la casquette du bout du doigt il se retire avec son bruyant détachement,

puant l'ail et l'olive. Deux « agrdes d'assaut » aux profils faméliques suivent, râclant les parois du couloir de la crosse de leur mitraillette.

Ce passage en trombe des représentants de l'Administration des douanes et de la Sûreté de Franco a transformé notre compartiment de Ire classe en une sorte d'arrière boutique de petit usurier ; pyjamas et faux-cols s'enchevêtrent au milieu d'un fouillis de valises béantes, d'où s'échappent les objets les plus divers. Une paire de chaussures neuves, qui ont été l'objet d'un examen très minutieux de la part d'un douanier zélé, manque à l'inventaire de mes bagages... mais bientôt mon voisin de droite la retrouve enfouie parmi les siens.

— Je suis navré, Monsieur, fait-il courtois en me restituant mon bien.

— Ne vous excusez pas, je vous prie, vous n'êtes en rien responsable. Tout au plus puis-je formuler un grief envers les agents des douanes espagnoles.

Mon serviable compagnon a sourit.

Un compagnon amène

...et Inattendu

L'ordre rétabli, cependant que le train reste en gare, à la dérobée, j'observe mon sympathique interlocuteur. C'est un homme entre deux âges, de taille moyenne, vêtu correctement ; du reste, une fiche de signalement porterait vraisemblablement cet ensemble d'imprécisions : Yeux : bleus, front : moyen, nez : moyen, bouche : normale, visage : ovale. Bref, un homme moyen qui passe aisément inaperçu. A-t-il

senti mon regard s'attarder sur lui ? Déposant le journal portugais qu'il parcourait distraitemment, il me dit dans un large sourire :

— Je crois que nous allons bientôt repartir.

Visiblement, par cette phrase banale mon bonhomme cherche la conversation. Il parle un français correct, sans accent ; serait-il français, belge, suisse ?...

Aiguillonné par la curiosité, j'enchaîne aussitôt :

— Je le souhaite... à quelle heure arrivons-nous à Madrid ?...

— Vers 8 heures du soir... en tout cas avant 10 heures.

Toujours souriant, aimable très engageant, il poursuit :

« — le mois dernier le train est arrivé en gare de Madrid avec 5 heures de retard. Ah ! mais rassurez-vous ceci est exceptionnel.

— Je vous remercie, j'entends que vous êtes un coutumier de la ligne

— Coutumier est beaucoup dire pour avoir accompli quatre fois le voyage en un an... une cigarette ?...

— Merci !

Dans le bleu léger des « Camel » la conversation se poursuit, cependant que le « Lusitania » a repris sa course folle dans la nuit, vers le cœur de la patrie des Goya et Cervantès.

J'éprouve un réel plaisir à poursuivre la causette avec ce voyageur inconnu qui me semble un homme cultivé, d'un commerce argéable. Je sais déjà qu'il est étranger et réside en Espagne. « Dans cette noble et valeureuse Espagne » ajoute-t-il. Vraiment mon compagnon de voyage m'intéresse de plus en plus. Hypocritement j'oriente la conversation sur le plan politico-social. Ici, il s'anime : « Des forces ennemies de notre culture et de notre civilisation, servies, soutenues et dirigées par des pays aux ambitions impérialistes empêchent l'établissement de la Paix... Ils sont ennemis d'une ère de paix parce qu'à cette période correspondrait une prospérité qui réduirait sensiblement la masse des mécontents, éléments qui doivent former le gros des forces qui tentent de conquérir le monde pour

l'asservir. Espagne loyale, forte et disciplinée, refuge de la civilisation chrétienne dans une Europe chaotique, doit être le pilier des espérances de tout européen amant de l'ordre, de la liberté et de notre civilisation

Européen ! involontairement j'aurai marqué un signe de surprise à l'étonné de cette affirmation très « Ordre Nouveau ». Est-ce ceci ou afin de recueillir les commentaires de son exposé ? Toujours est-il que mon bonhomme s'arrête net, et après une courte pause, ébauche son sourire le plus conquérant pour poursuivre :

— Mais, je m'excuse, Monsieur peut-être ai-je offensé vos opinions !

Je m'empressai de répondre le plus naturellement du monde.

— Mais pas du tout, je partage entièrement votre opinion et me réjouis du hasard qui fait que je puis jouir de l'agrément de votre conversation. Puis-je me permettre de me présenter ?

Antoine Wallon, Inspecteur d'Assurances... Belge ajoutai-je, pour l'édification de mon nouvel « ami ».

— Charmé, charmé s'exclame-t-il en me secouant énergiquement la main ; je suis Belge également, vous me connaissez certainement... tout au moins de nom : Pierre DAYE.

II

Pierre Daye est là ! Dix mois après l'écrasement de la Wehrmacht, la mort officielle du nazisme et la mise hors d'état de nuire de ses séides, Pierre Daye, fidèle lieutenant de Degrelle, thuriféraire patenté de son maître Hitler, grand prêtre de la doctrine nazie, rédacteur en chef du « Pays Réel » ; Pierre Daye est là à quelque 2.000 kilomètres seulement du pays qu'il a trahi si obstinément pendant dix années.

Qui l'eût cru au lendemain des jours euphoriques qui suivirent la libération ? Et pourtant, c'est un fait : il est là, libre, souriant, confiant « en des jours meilleurs », radieux.

Dirai-je que je ne ressentis aucune émotion ? Ce serait mentir. Certes, en franchissant la frontière d'Espagne j'étais fermement décidé à mettre tout en œuvre

pour recueillir le maximum d'informations susceptibles d'éclairer l'opinion publique belge, mais — je dois l'avouer — même dans mes projets les plus ambitieux, je n'avais jamais caressé l'espoir de prendre une interview de Pierre Daye et l'aurais-je que ce n'est pas sans répugnance que j'aurais abordé le personnage.

— Veuillez accepter, Monsieur, me demande P. Daye, que je vous pose une question Si elle vous semble indiscrete vous n'y répondez pas : Résidez-vous en Espagne ?

L'ex-rédacteur en chef du « Pays Réel » n'a décidément rien perdu de son astuce. Essayons de descendre a son niveau.

— Oui. C'est-à-dire que j'arrive précisément pour m'y fixer... Croyez-vous qu'il me soit aisé d'y vivre ? Je possède l'espagnol mais n'ai aucune relation.

— Mais, mon cher ami, s'exclame-t-il en me prenant familièrement les deux mains, dans ce cas je me ferai un plaisir de vous aider. Vous ne devez pas ignorer que j'ai ici, de nombreuses et puissantes relations.

J'approuve du chef.

— Voici ma carte, venez me voir demain dans le courant de l'après-midi, nous bavarderons.

En caractères gras, sur bristol grand format, je lis :

PIERRE DAYE

PERIODISTA

PALACE-HOTEL
HABITACION 223

MADRID

Sera-t-il assez prudent pour éviter un sujet de conversation d'actualité ? Non. C'est lui qui poursuit :

— « Sur les ordres de Moscou, une violente campagne de presse est déclenchée en France et en Belgique contre la personne du Général Franco et son régime. Mais ceci ne fait que consolider la position politique du Caudillo ; tous les jours, de nombreux témoignages de loyauté et de fidélité

envers le gouvernement actuel parviennent au Prado.

La Phalange, âme du glorieux mouvement national reste entièrement dévouée à la Cause. D'ailleurs, fait-il en me tendant un feuillet qu'il vient d'extraire de son portefeuille, lisez ce fier manifeste des « camisas Viejas » (vieilles chemises, appellation désignant les premiers phalangistes inscrits au Parti).

★ ★

VOUS, qui voulez organiser un coup d'Etat, avez-vous pensé, qu'en une demi-heure, à Madrid, il y aurait dans la rue cent centuries armées et décidées à éliminer féroceement tous les sympathisants proches ou lointains l'un Badojo éventuel, qui sont parfaitement connus et catalogués ?

Avez-vous pensé qu'en deux heures tout phalangistes aurait déchargé son revolver par deux fois, à raison de six victimes par chargeur ?

Pas moins de 120.000 personnes seraient tuées en deux heures rien qu'à Madrid.

Pensez tous que la Phalange n'a rien perdu de sa combativité. Au contraire, nous Phalangistes, avons au cœur une telle rage et une telle fureur, contenues pendant cinq ans, que nous demandons à Dieu qu'il nous amène, pour quelques jours, une période d'opposition.

Nous connaissons ceux qui nous détestent, nous savons où ils sont. Nous irons les chercher dans leurs tanières, nous les en tirerons à coups de revolver et à la pointe de coupe-choux, un par un. Nous les connaissons. Leurs maisons sont marquées d'une croix noire et rouge. Si la bête tentait de remuer les tentacules, allez d'aborder chercher ceux-là, camarades, et traquez-les sans pitié.

— Il est reconfortant de constater l'attachement inconditionnel de ces « braves » au régime, dis-je, en mettant le tract en poche. Mais ne croyez-vous pas qu'un étrangement économique du pays rendrait superflue toute action intérieure et amènerait le général Franco à passer la main ?...

— Non. En vérité, la préoccupation majeure des dirigeants espagnols est de main-

tenir l'Amérique et la Grande-Bretagne en dehors de la coalition antifranquiste. Tout est là !

— Oui, évidemment... Et puis-je vous de mander quelques conseils et directives qui m'aideraient à m'orienter dès les premiers jours ?

Daye, confortablement calé dans son coin, a renversé légèrement la tête, poseur.

— Entièrement à votre disposition, mon cher ami, venez me rendre visite demain et nous arrangerons les choses au mieux. Ah ! nous ne sommes pas restés inactifs, et s'inclinant vers moi, les coudes posés aux cuisses, mi-confidentiel, le traître ajoute : nous avons fondé le « Comité d'Aide aux Réfugiés Politiques ». Vous y rencontrerez certainement des amis... à votre connaissance. En avez-vous qui sont réfugiés ici ?

Je comprends : c'est une « référence » qu'exige le rusé compère. Sans sourciller je lance un nom, au hasard :

— Goossens.

Il s'est brusquement renversé dans son coin, comme si ce nom l'avait piqué.

— Goossens ? Monsieur Goossens ? serait-ce cet excellent homme qui, en 1942, en collaboration avec notre regretté Consul Général à Madrid : M. Chabot, organisa une souscription en vue de recueillir les fonds parmi la colonie belge d'Espagne et destinés à l'œuvre du Colis pour nos soldats de l'Est ?

— Je crois, dis-je évasivement.

— Ah ! s'il en est ainsi, vous ne m'en êtes que plus sympathique mon cher. Malheureusement pour vous, votre ami ne pourra vous être d'un secours immédiat, il s'est embarqué le mois dernier pour l'Amérique du Sud.

Je respire.

— Comme c'est regrettable, dis-je, d'un ton contrit, je comptais beaucoup sur l'aide de ce vieil ami.

— Mais ne vous tracassez donc pas. Je vous répète que vous trouverez ici toute l'assistance que vous désirez. Tenez, pour ne pas perdre de temps, présentez-vous de-

main matin, chez un de nos bons amis, ex-officier de la « Division Azul », au numéro... de l'Avenue Ricoleta. C'est au troisième étage, la porte sur laquelle est apposée une plaque portant « Oficio de orientaciones comerciales ». Dites que vous venez de ma part, il se chargera volontiers de faire en sorte que vous obteniez votre carte de travail, emploi, logement... bref, tout ce que vous êtes en droit d'espérer d'un « Welfare » bien organisé, ajoute railleur mon intarissable bavard !

— Merci. Je note l'adresse ; ...je ne sais comment vous remercier.

— Plus tard, mon ami, plus tard ! Pour l'instant nous nous devons d'aider dans la mesure de nos très modestes moyens, à soutenir le combat que mènent les forces saines de l'Espagne contre ses ennemis, nos ennemis... Nous vaincrons, déjà nous pouvons être assurés que notre exil sera court, et, se frottant les mains dans un geste de vive satisfaction, il ajoute : « Pour ma part, je rentrerai bientôt en Belgique ».

— Vous le croyez ?

— Je ne crois pas, je suis sûr. Plus, dit-il, si je reste ici c'est par dignité d'homme. Mettons-nous bien en face des choses. Si les gauches perdent la partie aux prochaines élections, il est certain que leurs adversaires contrarieront la politique de persécution adoptée jusqu'ici vis-à-vis de nous. Ceci, ajouté à l'esprit de tolérance et de compréhension qui caractérise l'élite belge, nous permet d'envisager le proche avenir avec confiance et sérénité.

Il est à peine trois heures, une aube de cendre se lève sur les collines arides de Castille. Les arbres magnifiques ont perdu leurs feuilles et attristent un peu l'horizon. Lentement, le train avance le geignant à chaque tour de roue.

L'ex-rédacteur en chef du « Pays Réel » a fermé les yeux. Son crâne plat au bord duquel pendent, comme des herbes de rivière, trois longues mèches maigres, oscille par petites secousses brusques, comme des spasmes.

Ayant brisé l'assaut des premiers porteurs je gagne la sortie de la gare d'Atocha.

Ici, sur une place ronde, souillée de larges flaques d'huile — vestiges d'une époque révolue où une file de taxis attendaient la clientèle — vingt mendiants en haillons, une demi-douzaine de cireurs de bottes, trois ou quatre « guides » aux allures équivoques de pisteurs et des commissionnaires pouilleux, guettent le client. A droite, cinq fiacres dévastés.

Impatients de me mêler à la vie populaire, je décide de prendre un tramway. En Espagne, ceci demande de l'initiative et une dépense considérable de force. De véritables grappes de corps humains sont accrochées à même la carrosserie de la voiture bondée. Rien ne donne une idée plus nette de l'absolu comme un « tramvia » madrilène au « completo ». Dans un grand bruit de ferrailles nous roulons par les rues animées de la capitale où flamboyent les vitrines des magasins nocturnes.

Puerta del Sol. Je descends. Une odeur de suif et d'aisselles se mêle à de vagues parfums de musc. Tout au long des 200 mètres qui me séparent de l'Hôtel Victoria où j'ai décidé de descendre, mendiants et vendeurs de billets de loterie m'assaillent : « Une aumône, por favor, Dieu vous le rendra », implore la voix éteinte d'une jeune mère, hâve et déguenillée.

Sur les marches d'une petite église, un homme en loques, dort.

Ma première impression de Madrid en cette louche et imprécise nuit de février 1946, je la retrouve, nette, dans mon carnet de notes : Misère... Crainte... Silence...

Le P. C. de la 5^{me} Colonne

Un « Office d'orientations... singulières. Conformément aux conseils de Pierre Daye, cet après-midi je me suis présenté à l'« Oficio de Orientaciones Comerciales ».

En bordure de l'aristocratique Avenida Recoletos, à quelque 200 mètres de ce qui fut l'Ambassade du Grand Reich Allemand,

se dresse, imposant, un grand immeuble à appartements et bureaux. C'est une bâtisse haute de huit étages, impersonnelle parmi les riches maisons qui l'encadrent. Rien n'y évoque le mystère ni la conjuration. La porte est grande ouverte.

C'est là, au troisième étage, qu'un huisier obséquieux, à la boutonnière ornée du faisceau de flèches dorées, insigne des Phalangistes, m'introduit immédiatement dans le luxueux cabinet du « Director » : Don Silvino. Ici, tout est de bon goût : acajou et noyer, tapis aux teintes mortes, estampes rares, gravures précieuses. Un buste de Franco domine l'ensemble du haut d'un volumineux coffre-fort. Est-ce un symbole ?

Debout derrière une vaste table surchargée de dossiers et de livres, cadennasé dans un complet croisé, grand, maigre et droit, avec une moustache à la Douglas Fairbanks, l'ex-caitaine de la « Division Azul » me reçoit avec effusion.

— « Je vous attendais, Caballero... Le Président m'a téléphoné ce matin pour me prévenir de votre visite. Asseyez-vous, je vous prie... »

Devant lui, trois enveloppes ouvertes sur lesquelles se détache nettement l'amaranté des timbres-poste belges. Trois lettres : trois messages de Belgique...

— « Connaissez-vous, dit-il brusquement de vos amis réfugiés en Espagne ?... »

— « Non, dis-je sans hésiter. En Espagne depuis 24 heures, j'ignore le nom des nôtres qui ont trouvé asile ici. »

— « Bien. Voyons : Vinqueroy ?... Santerre ?... Wery ?... »

A l'énoncé de chaque nom je fais un signe négatif de la tête, et notre distingué « Director » continue :

— « Peeters ?... Steenkist ?... Vandervorst ?... — il prononce Vandervorestal. »

— Vandervorst ?... Oui, je me souviens avoir rencontré fréquemment un militant de ce nom dans les bureaux de la permanence de la rue des Chartreux.

Il paraît satisfait et, sans insister, poursuit :

— Bien. Je vous mettrai en rapport avec lui. Voulez-vous remplir ce questionnaire ?...

Le « Comité d'Aide aux Réfugiés Politi-

ques » fait bien les choses. Les questions sont précises : Nom... — Prénoms... — Lieu et date de naissance... — Nationalité... — Religion — Etudes faites... — Établissements fréquentés... — Profession...

— Avez-vous appartenu à un mouvement d'Ordre Nouveau avant le 1er septembre 1939 ?

— Avez-vous fait partie de formations politiques, militaires ou policières anti-Alliées pendant les hostilités ?

— Lesquelles ?

— Êtes-vous condamné par contumace ?
— Possédez-vous des biens sous séquestre ?

J'ai voulu emporter le questionnaire sous prétexte d'y répondre à tête reposée, mais Don Silvano s'y est opposé. Je le remplirai donc ici... au gré de ma fantaisie.

— « Voilà qui est parfait, s'exclame-t-il, après avoir lu rapidement le papier. Dans le courant de la semaine, vous vous présenterez au bureau des étrangers à la Seguridad de la Puerta del Sol. Ne faites pas la « cola » (file), remettez ma carte à l'huissier et vous serez reçu aussitôt par le secrétaire chargé d'accorder les autorisations de résidence. C'est essentiel pour l'obtention de la « carte de travail ». Nous verrons par la suite...

Tout en lissant ses moustaches, l'ex-captaine poursuit :

— « Je suis ici pour vous aider, amigo. Pour vous ma tâche sera facile puisque vous possédez notre idiome, mais ce n'est pas toujours le cas. Cependant, beaucoup de vos malheureux compatriotes sont déjà placés en qualité d'employé de commerce, comptable de banque, interprète d'agence de voyage. D'autres sont magasiniers, maîtres d'hôtel... Bref, nous utilisons toutes les compétences, conclut-il en clignant malicieusement de l'œil.

— « Cela me semble parfait, dis-je avec conviction ; mais puis-je vous demander ce que vous pouvez faire pour moi dans l'immédiat ?... »

— « Voici : Nous ne pouvons vous trouver un emploi avant d'être possesseurs de la « carte de travail ». Entretemps, si vous ne jouissez d'aucun revenu, la Caisse de secours de notre organisme vous consentira

des prêts variant de 50 pesetas à 250 pesetas par jour, selon les garanties que vous produirez.

— Hélas ! Don Silvano, le peu que je possède est resté en Belgique.

— « Qu'à cela ne tienne, amigo, il n'y a aucune difficulté à faire réaliser, en pesetas, les biens et avoirs que vous possédez dans votre pays. Voyons : Qu'est-ce ? Biens immobiliers, titres, argent, bijoux ?

— « Des bijoux, dis-je au hasard... »

— Très bien. Rédigez une lettre-procuration à l'attention de M. M... afin qu'il puisse récupérer vos bijoux. Aussitôt, celui-ci nous fera connaître la valeur estimée et immédiatement, nous prendrons des arrangements pratiques. Le sourire du « Director » devient angélique pour ajouter : « Le change fixé par le Comité est : une peseta pour 8 francs.

— « Merci. Je vous remettrai cette procuration. Mais permettez-moi de vous féliciter pour une si parfaite organisation... »

Du veste vif d'un fervent de la pelote basque, l'Espagnol m'interrompt :

— « Mais, mon cher, tout le mérite revient à vos compatriotes réfugiés ici. Je ne suis qu'un modeste exécutant. Ce sont vos amis qui ont mis tout sur pied ! Le Comité d'aide, le service de placement, l'organisation d'évacuation de vos amis persécutés en Belgique.

Midi sonne. Un rayon de soleil s'est glissé entre les lourdes tentures et borde la fenêtre et les fauteuils de damas rouges d'une lumière dorée.

— « Je ferai tout mon possible pour vous, m'assure encore l'ex-officier « Azul » en me reconduisant ; revenez me voir aussitôt en possession de votre visa de résidence... »

A cette époque, Madrid a plus d'attraits que n'importe quelle ville d'Espagne. Certes, l'air y est encore frais, mais le vent est tiède et, déjà, le soleil dispense ses caresses.

Je me suis assis sur un large banc de pierre, presque face au bâtiment abritant le P. C. de la 5e colonne. Je pense à la légion de traîtres et d'inciviques belges qui y trouvent assistance, qui vivent ici dans l'ai-

sance, sinon le luxe insolent des Daye et Cie et qui constituent une insulte et un défi permanents à ceux qui se sont battus pour la liberté contre le fascisme...

Je pense à tous ceux des nôtres qui, dénoncés, trahis, vendus par ceux-là mêmes qui se sont regoupés aujourd'hui sous l'aile protectrice de Franco, sont tombés, par un matin froid, le cœur percé de douze balles des pelotons d'exécution boches...

Je pense à nos martyrs de Breendonck, de Dachau, de Dora qui sont morts, là-bas, par milliers, sur la terre gluante des camps de concentration, convaincus que leur sacrifice n'était pas vain...

Comment on vit à Madrid

Comment on vit à Madrid ? Et bien voici : un peu plus facilement que dans le reste de l'Espagne. Très bien lorsqu'on a beaucoup, beaucoup d'argent, fort mal lorsqu'on en a peu. Lorsqu'on n'en a point, on crève !

Après la première nuit, j'ai tenu à régler ma note d'hôtel : 49,50 pesetas. Le petit déjeuner — fort petit : une tasse de malt, élevé à la dignité de « café con leche » sur l'addition, une « barra » de pain noir, amer et indigeste, une cuillère de gelée d'orange, une pastille de saccharine ; coût : 8 pesetas. Total : 57,50 pesetas. Cela donne, au change de quatre francs belges la peseta, la rondelette somme de 230 francs...

Dans toute la péninsule ibérique le barème des prix est à l'avenant.

Depuis l'année 1939, le gouvernement du généralissime a prévu un rationnement rigoureux des denrées alimentaires de première nécessité. Jetons un rapide coup d'œil sur notre « Tarjeta de Racionamiento » du mois : 5 kilos de pommes de terre, un décilitre d'huile d'olive, 50 grammes de malt, 400 grammes de sucre, 2 œufs, 1 kilo de viande non désossée, 120 grammes de pain quotidien pour les travailleurs manuels et 75 grammes pour les autres, dits de première classe.

C'est tout ? Non. J'ajoute que ce tableau est, en partie, symbolique. Que depuis le début de cette année, rare est la ménagère espagnole qui a vu ses timbres de viande

et de pommes de terre honorés. Cet état de chose a engendré et entretient le plus florissant, le mieux ordonné des négoce qu'il soit donné de rencontrer en Europe :

Le « Straperlo »,

Ne cherchez pas, le dictionnaire le plus complet ne vous donnera aucune traduction du mot ; c'est une organisation nationale née et soigneusement entretenue par les caïds du régime franquiste : le marché noir. Dans noire esprit, cette appellation évoque des transactions commerciales clandestines, illégales, obscures. Mais ceci ne peut s'appliquer en Espagne. Ici il s'étale prospère, abondant, indécent à chaque coin de rue, sur toutes les places et marchés, en pleine lumière !

Ici, aucune restriction : on trouve de tout, mais à quels prix ! La « barra » de pain de 120 grammes : 2,50 à 3 pesetas ; les pommes de terre : 5 et 6 pesetas le kilo ; le beurre : 52 pesetas ; la viande : 60 pesetas ; le riz : 15 pesetas ; 1 œuf : 2 pesetas ; un litre de lait : 4 pesetas. Mêlés aux couples de « gardes d'assaut » lymphatiques, par groupes de six ou dix, partout, sur les trottoirs de l'aristocratique Grand-Via, aux portes de la grand'poste monumentale, jusque sur les marches usées de l'ancien Palais des Cortès, femmes et enfants offrent aux passants, qui des « Lucky » à 15 pesetas, qui du pain blanc à 16 pesetas le kilo ou des « havanas puros », d'origine à 8 pesetas la pièce.

Voyons maintenant le pouvoir d'achat de la masse. Un ouvrier spécialisé gagne difficilement 25 pesetas par jour, un receveur des tramways : 12 ou 15 selon qu'il est célibataire ou marié, un employé de commerce avec dix ans d'expérience : de 4 à 500 pesetas par mois. L'armée, à qui cependant Franco consacre des budgets astronomiques, rémunère chichement ses cadres. Un commandant : 900 pesetas, un capitaine : 800 pesetas, un lieutenant : 600, un sergent : 400.

Voilà des chiffres qui, je le pense, fixeront les lecteurs sur les conditions de vie du peuple espagnol.

Mais qui donc achète au « straperlo » ? Quels sont donc ces privilégiés qui fréquentent les restaurants à la mode, roulent en de luxueuses voitures aux couleurs vives, paressent aux terrasses des « bars » où le moindre vermouth coûte le salaire d'une demi-journée d'ouvrier ?

Les piliers du régime

Les hauts fonctionnaires, les officiers supérieurs, trafiquants d'influences dont la vénalité est insatiable, les magnats du commerce et de l'industrie et leurs satellites qui, après avoir formulé leur adhésion complète et inconditionnelle au régime, se sont accaparés le monopole des affaires, les « rois du straperlo » et les quelques 500 familles de propriétaires fonciers, nobles aux titres sonores.

Prisons et Camps de Franco

800.000 fusillers...

20.000 prisonniers politiques

On parle beaucoup aujourd'hui des crimes commis par les Allemands dans les camps de concentration; mais tandis que la presse nous offre les récits des horreurs commises par le fascisme hitlérien et condamnées par tout le monde, nous ne saurions oublier les milliers de cas semblables qui se sont passés en Espagne sous la terreur blanche de Franco; les victimes de la Phalange espagnole, les 800.000 assassinés qui parlent de leur tombe, de cet immense cimetière qu'est l'Espagne, d'une voix bien plus éloquente que toutes les radios du monde, car ils ont été réduits au silence par la bestialité du fascisme au nom de la « Sainte Croisade ». C'est ce que l'on a oublié.

Nous avons les cheveux qui se dressent sur la tête lorsque nous apprenons les détails de ces abîmes de la barbarie que sont les camps de concentration allemands créés

Ici tout observateur est immédiatement frappé de la différence considérable de standing de vie qui sépare les riches des pauvres. Franco n'a jamais rien entrepris pour diminuer la misère du peuple; à l'instar de ses maîtres et complices: Mussolini et Hitler, il s'est contenté de proclamer des aphorismes creux comme: « Notre régime est basé sur la justice et la tolérance » que l'on retrouve au verso des emblèmes vendus au profit de la caisse de la Phalange. Il a décrété la mendicité interdite et le « straperlo » punissable de la peine de mort. Ceci dit, il s'est attaché à combler d'honneur et à dilapider des millions en faveur de ses proches et de ses partisans, élargissant l'abîme qui séparait les deux classes, accentuant encore l'impression de déséquilibre social qui saisit tout étranger franchissant la frontière d'Espagne.

et entretenus par les nazis afin de tourmenter et d'exterminer les humains.

La radio et la presse du monde entier élèvent leur voix scandalisée pour protester contre tant de monstruosité. Et elles ont bien raison de le faire. Mais, elles oublient que cette bestialité a eu son point de départ dans la Péninsule ibérique: en Espagne.

Nous ne saurions oublier le 18 juillet 1936, ce jour où les militaires espagnols rebelles se sont soulevés au cri de: « Mort à nos ennemis ! » inaugurant ce qu'ils appelaient « l'ère nouvelle » et « la première année triomphale de l'Espagne qui poind », avec la consigne du général Mola: « ni blessés, ni prisonniers ! ». « Il faut enterrer sur les monts du Baztan tous les séparatistes » clamait le commandant militaire d'Ituren.

Effectivement, l'on vit dès les premiers jours une multitude de cadavres abandonnés dans les champs d'Uarte de Pampelune sur les monts Zubiri et d'Eugui, dans les fossés des routes...

La prison et le fort de San Cristobal re-

gorgeaient de détenus. Le lendemain à l'aube, le crépitement sec des fusils commençait à résonner doucement aux oreilles des espagnols terrorisés. C'était le début d'une entreprise encore inédite d'atroce extermination. Tous les jours, pendant plus de quatre mois, les antifascistes de Pampelune, des catholiques et des gens de gauche tombaient sous les balles.

Les fusillades matinales à la Vuelta del Castillo prirent l'allure d'un spectacle public dont les vendeurs de beignets profitaient pour faire leurs affaires. Ce spectacle de « sang et de beignets », capable d'emplir d'horreur les cœurs les mieux trempés, attirait de nombreuses jeunes filles de l'aristocratie de Pampelune, qui s'y rendaient avec leurs mantilles comme à une corrida.

Des vieillards, des femmes et des enfants ont été sacrifiés des manières les plus diverses que le sadisme humain peut inventer: « promenades dans la nuit », « coups de feu dans la nuque », projections dans un précipice comme on l'a vu à Urbasa, enterrement vifs...

Il n'y eut pas seulement des exécutions et des assassinats; des femmes à la tête rasée, enduites de miel, furent promenées sous les quolibets de la foule, entre deux rangs de requetés.

Le régime des prisons, comme celui des camps de concentration, de style nazi-fasciste, a été implanté par ceux-là qui se disaient les « forgerons de l'Espagne impériale ». A toutes les tortures que l'on avait connues jusqu'alors, bien avant que les atrocités des administrations d'huile de ricin à doses massives.

Tous ces crimes et combien d'autres impossibles à décrire dans un bref aperçu journalistique, ont été commis en Espagne, bien avant que les atrocités des camps allemands aient été connues, et la société civilisée qui a consenti de telles monstruosité ne s'est pas sentie honteuse d'elle-même.

Ces souvenirs me sont revenus à la mémoire aujourd'hui à l'occasion d'une conversation que j'ai eue avec un sympathique liégeois revenu des camps allemands où il était arrivé après s'être engagé dans les Forces Françaises Libres en passant par

l'Espagne.

Cet ami de vingt-cinq ans, haut et fort, au visage basané, au nez effilé, au front dégagé et à la figure intelligente m'a cordialement reçu dès qu'il a su l'objet de notre visite.

Devant deux verres de Porto, il a ainsi commencé son récit.

Après m'avoir parlé avec beaucoup de précisions des circonstances dramatiques qui le décidèrent à abandonner ses proches et les incidents qui ont marqué son passage de la frontière Belgo-Française, de la ligne de démarcation, trompant la surveillance allemande; de son doigt il trace un plan imaginaire sur la table.

Il nous indique les endroits qu'il a parcouru avant de tomber entre les mains des carabiniers et de la Garde civile espagnole. Nous passons sur tous ces détails afin de revenir à notre objet, c'est-à-dire au traitement infligé par les Espagnols aux Belges qui voulaient fuir le joug allemand afin de rejoindre les leurs et lutter.

— Etiez-vous beaucoup de détenus? lui demandai-je.

— A ce moment-là, les Belges passaient par dizaines la frontière de tous côtés; mais, je suis parti seul de Saint-Jean Pied-de-Port, sans guide, vêtu à la mode du pays, avec mon béret basque afin de mieux dépister, le 8 mars 1943. Est-ce mon manque de connaissance exacte des lieux, est-ce l'extrême vigilance des carabiniers et des gardes civils? Toujours est-il que j'ai été fait prisonnier et soumis à un interrogatoire serré.

— Ne vous a-t-on pas conduit au consulat belge?

— On me l'avait promis lorsque j'en ai exprimé le désir; mais on ajouta que l'on devait m'emmener tout d'abord dans un hôtel de Pampelune. En effet, en compagnie d'une vingtaine de compatriotes qui se trouvaient dans le même cas que moi, on nous fit monter dans un autobus sous la surveillance de carabiniers et de gardes civils. On nous mena à Pampelune, par le col d'Ibaneta. Mais, quelle ne devait pas être notre surprise lorsqu'après être passé par le Commissariat où l'on nous soumit à un nouvel interrogatoire, nous arrivâmes

devant l' « hôtel » sur la façade duquel on pouvait lire : « Prison provinciale de Pampelune ».

— Voudriez-vous nous dire en quoi consistait l'interrogatoire ?

— Au premier comme au second, on nous demanda si nous étions communistes, qui croyions-nous gagnerait la guerre, ce que nous pensions faire.

— En supposant que vous leur auriez répondu d'une manière satisfaisante, auriez-vous été remis immédiatement en liberté ?

— Oh, non. On nous a laissé deux mois à la prison de Pampelune où le consul américain est venu nous visiter quelques fois, sans pouvoir faire cependant quoi que ce soit pour nous. Dès le début, on nous mit dans des cellules individuelles ; mais le nombre des prisonniers augmentait progressivement, et dans une cellule destinée normalement à une personne, on y entassait quatre, six, huit et même onze détenus. On nous tondit à ras, on nous enleva tout ce que nous avions ; notre argent. On nous fit remplir une fiche sur laquelle nous apposâmes nos empreintes digitales comme des détenus de droit commun.

— Le régime était-il rigoureux ?

— Très dur, sans considération pour notre condition de détenus politiques et de patriotes qui voulions rejoindre l'Armée combattante. Les repas étaient maigres et l'on ne nous permettait de nous promener que quelques heures dans des cours entourées de quatre murs.

Le consul américain nous envoyait des colis qui ne nous parvenaient jamais complets.

— Y avait-il d'autres prisonniers ?

— En dehors des Belges, il y avait quelque cinq cents prisonniers espagnols, pour la plupart détenus politiques. Et c'est pour cela que nous étions constamment l'objet de manifestations phalangistes aux cris de « Viva Franco ! Arriba Espana ! Espana una ! Espana grande ! Espana libre ! ».

— Deviez-vous crier également ?

— Non seulement crier, mais aussi lever le bras à la manière fasciste.

— Quand vous a-t-on remis en liberté ?

— Je, vous parlerai de la liberté. Le premier mai les sbires se présentèrent à nous,

et après nous avoir mis les menottes deux à deux comme des criminels, ils nous firent sortir de la prison et nous prîmes la direction de Madrid. Nous voyageâmes quatre jours et quatre nuits pour arriver à Totana (province de Murcie) où nos 50 gardiens nous conduisirent directement à la Prison Centrale, ancien couvent dont le logement était en bien mauvaise conditions, sale et rempli de vermine. Nous y restâmes jusqu'au 12 juillet, jour où nous fûmes remis en liberté. Pour les quatre jours de voyage, on nous avait remis à Pampelune : deux petits pains, un petit morceau de beurre,

— Etiez-vous nombreux ?

— Environ deux cents cinquante. Nous sommes restés les 28 premiers jours sans pain ; puis, on nous donna un morceau de pain d'avoine, sans levure, tous les deux jours. A ce régime et faute d'hygiène, 400 à 500 prisonniers, chaque année, mouraient à la prison de Totana. Trois Français sont morts pendant mon séjour : mon ami Dominique Duhau, le 27 mai, un autre le 30 et le troisième le 10 juin. Tous les trois ont succombé à la dysenterie, comme la plupart des autres. L'un est devenu fou.

— On parle beaucoup actuellement des fours crématoires. Pourriez-vous nous dire ce que l'on faisait des cadavres ?

— Je ne puis vous parler que de mes camarades. On nous demanda mille pesetas pour l'enterrement de chacun ; mais comme nous n'avions pas d'argent nous dûmes vendre les quelques hardes qui nous restaient et que nos gardiens eux-mêmes nous rachetèrent à des prix dérisoires. Notre ami Lalanne reçut 35 pesetas pour sa montre en or, de marque « Omega ». De cette façon, nous avons pu payer l'enterrement de nos deux premiers camarades ; quant au troisième, c'est la Croix-Rouge qui a dû le payer.

— Avez-vous été l'objet d'autres vexations ?

— Certainement. Comme on nous obligeait à lever le bras tout comme à Pampelune, quelques camarades décidèrent de le lever en faisant le signe de la Victoire avec les doigts. Le gardien qui s'en était rendu compte se mit en colère et nous couvrit

d'injures, en nous disant de ne pas oublier que celui qui y entrait en sortirait les pieds devant ; et nous savions ce que cela voulait dire. Cette scène se répétait chaque fois que nous chantions en français. En outre, il nous faisait marcher tête nue, sans beret ou sans chapeau, ce qui provoqua de nombreux cas d'insolation.

Jean Delay — ainsi s'appelle notre jeune et sympathique interlocuteur — me raconte, le sourire aux lèvres, les péripéties du mois qu'il a passé à Madrid, avant d'arriver au Portugal et de s'embarquer pour le Maroc.

On ne recevait là-bas aucun journal allemand mais seulement quelques journaux français ; les Allemands se promenaient tranquillement dans les rues, en maîtres de la situation. Il existait des magasins où l'on faisait une propagande allemande tapageuse au moyen d'affiches, de revues, etc.

Pour confirmer la véracité de ces affirmations, j'ai interrogé un autre évadé, un sous-officier de la brigade Piron, qui m'a répondu de la même façon que le précédent, en insistant particulièrement sur le traitement subi par les Belges qui voulaient se rendre en Grande-Bretagne pour y continuer à combattre et celui que l'on offre maintenant aux Allemands et traitres des pays libérés qui viennent se réfugier en Espagne.

Cependant, la dictature fasciste sévit toujours en Espagne.

Un SS de Franco

Il me fut présenté par un banquier de Madrid, mais ce n'est qu'après lui avoir serré la main que j'ai connu son passé.

De 1939 à 1945 il fut inspecteur principal des « Services de Investigaciones Militares » — généralement connu par son abréviation SIM — Aujourd'hui c'est un « engargado » (gérant) de succursale de banque au nom universellement connu qui est assis en face de moi.

De fait, c'est un homme pareil aux autres, avec je ne sais quoi de plus doux dans son attitude penchée.

De combien de « rojos » (dénomination, péjorative désignant indistinctement tous les antifascistes) a-t-il « épuré » le régime franquiste pendant ces six années ? Sans doute l'ignore-t-il. Seul, le souvenir de quelques cas spéciaux est resté gravé dans sa mémoire. Par exemple : l'exécution sommaire d'une famille paysanne de Catalogne dont le seul crime consistait à avoir cédé aux réquisitions de vivres de l'armée républicaine en retraite.

Il me dit cela de sa voix posée, avec une pointe de fierté.

— Les « rojos » avouent difficilement dit-il, nous devons souvent user des « grands moyens ».

— Non ? dis-je.

— Si, à la Direction Générale de la Sécurité de la Puerta del Sol, nous possédons une « cellule de réflexion » où tout détenu retors est placé jusqu'à ce que nous obtenions des aveux complets. Là, la gamme des moyens dont nous disposons va de la simple contrainte aux fers jusqu'aux décharges électriques, en passant par l'injection d'huile de ricin et la diète prolongée.

Il croise les mains sur le ventre, et poursuit calmement :

— Vous comprenez, Señor, il fallait sauver notre révolution. Notre caudillo y a consacré un budget de mille six cent quarante-neuf millions de pesetas. Il fallait une répression rapide, énergique qui éliminât radicalement nos ennemis et frappât de crainte le reste de la population.

Comme la soirée s'avancait, je pris congé de l'homme de la SIM, sans cérémonial, en feignant de ne pas apercevoir sa main tendue.

UN « POLITIQUE » DES BELSEN FRANQUISTES

— Non, vous ne pouvez imaginer ce que sont les prisons de Franco ! Nous autres, Espagnols républicains et antifascistes qui avons passé par les camps et prisons franquistes, savons que l'Espagne actuelle a ses Belsen, Ravensbruck et Dachau. Tout comme Hitler, Franco possède, outre sa garde prétorienne, ses SS, sa gestapo et ses cham-

bres de tortures. Demandez plutôt à vos valeureux compatriotes qui passèrent par les prisons du régime et le camp de Miranda de Ebro... Demandez au R. P. dominicain belge S. L... que j'ai connu, en 1942, emprisonné dans une cellule des caves de la Seguridad Général de Madrid. Allez voir cet autre compatriote, religieux également, qui, après avoir été interné deux longs mois à fond de cale d'un navire de guerre en rade de Barcelone, fut emprisonné neuf mois à la Prison Militaire de Carthagène, uniquement pour avoir franchi clandestinement la frontière.

Ceci se passait aux environs de Madrid, dans l'humble demeure d'un petit commerçant libéré récemment des geôles franquistes. Après six années de détention préventive... aucune charge n'avait pu être retenue contre lui.

Comme je lui demandais s'il avait subi des sévices de la part des policiers instructeurs, de ses gardiens, il tourna vers moi un visage étonné.

— Mais, voyez, dit-il tout en retroussant sa manche droite, voilà des cicatrices, preuves irréfutables des tortures subies. Un jour de juin 1941, dans la prison de Badajoz, trois agents de la SIM me présentent une photographie et exigent que je livre le nom de celui qu'ils supposent être un de mes amis. Je ne connais pas cet homme, je nie. Je suis lié à la porte grillagée de ma cellule et flagellé, puis, après m'avoir fait de profondes incisions au bras droit, le chef du détachement m'arrache lentement de longs lambeaux de peau à l'aide d'une pince. Je m'évanouis. Le soir, je me suis retrouvé sur le ciment de la cellule, le corps brisé, sanglant, mi-mort... C'est atroce, ajoute-t-il, le regard perdu au loin, comme dans un rêve. Un matin de mars 1943, dans le « patio » de la prison de Saragosse un corps se balance à une solide potence. Il y reste toute la journée. J'appris que ce détenu avait été pendu pour avoir tenté de s'évader : son corps était resté exposé à titre d'exemple.

J'ai vu, dans les caves de la Seguridad de la Via Layetana de Barcelone, la nuit de Noël 1944, les gardes ivres dévêtir une détenue

politique française et exiger qu'elle danse devant les grilles des cellules où nous étions entassés.

J'ai vu, au même endroit, le chef de la Brigade Politico-Sociale, Don Enrique battre à coups de nerf de bœuf un jeune détenu espagnol dont le seul crime était d'avoir omis de saluer, bras tendu, le drapeau phalangiste.

J'ai vu, des condamnés à mort au cachot, dans des cachots de deux mètres sur 80 centimètres, attendre parfois des mois l'aube libératrice. Le dimanche matin, enchaînés par groupe de cinq ils sont autorisés à entendre la messe et à communier... toujours enchaînés.

J'ai vu... mais à quoi bon ! J'ai vu cela pendant des années comme des milliers des nôtres qui vivent et meurent dans les geôles de Franco et demain, quand le bourreau de notre patrie sera chassé, des centaines de milliers de voix prouveront à la face des démocraties que Franco avait su mettre son oragnsme de répression au diapason de celui d'Hitler.

...et les otages

Les journaux ont reproduit la nouvelle de l'assassinat de deux phalangistes dans le quartier madrilène des Cuatro Caminos, pendant la nuit du 25 février. Cette version officielle n'a trouvé aucun crédit, car la version populaire assure que les phalangistes ont été tués au cours d'une discussion avec des membres de la « Policia Armada » (ancienne Garde d'Assaut).

Mais la version officielle a produit immédiatement certains effets. Le lendemain, le journal officiel « Arriba » exprimait son indignation et menaçait de terribles représailles. Une déclaration officielle signalait que 16 personnes avaient été fusillées et cette exécution était présentée comme le résultat d'un jugement rendu par les Tribunaux. Mais cette affirmation n'a pas eu davantage de crédit et l'on affirme qu'il ne s'agit point de l'exécution d'un jugement, mais d'une exécution d'otages. Et non de 16 personnes, mais de quarante environ.

Le jour de l'enterrement des phalangistes

a été une journée de nervosité extraordinaire. Les autorités ordonnèrent la fermeture générale des maisons de commerce, des cafés et des bureaux. L'atmosphère était chargée et les nerfs à fleur de peau. On craignait des incidents graves. La Phalange assista en armes à l'enterrement et de nombreux cris fusèrent que l'on peut résumer ainsi :

« L'Allemagne, oui ! La Russie, non ! Franco, oui ! Mort à la Russie ! Guerre à la Russie ! Mort à Staline ! Nous voulons la guerre ! Plus de libertés conditionnelles ! »

Cette manifestation a été interprétée par les franquistes comme un plébiscite en faveur du régime. Le 1er mars, le journal « A. B. C. » déclarait tout simplement :

« La volonté de l'Espagne se manifeste chaque jour avec une plus grande intensité. Avant-hier nous en avons eu un exemple frappant. Nous ne croyons pas qu'un plébiscite quelconque puisse atteindre cette foi, cet enthousiasme, cette émotion profonde qui a gagné les cœurs de plus de 300.000 personnes qui affirmaient leur volonté en poussant des vivats à celui qui représente l'ordre, la paix et le grand devenir de l'Espagne. »

Plébiscite ? Ordre ? Paix ? La réalité est bien différente. Le jour même où le journal « A. B. C. » publiait cette interprétation officieuse de la manifestation de la Phalange, des étudiants phalangistes (le S. E. U. — Syndicat Espagnol Universitaire) distribuaient des tracts dans le quartier de Legazpi. Les étudiants étaient escortés de « pistoleros », terroristes au service de la Phalange ; un officier qui avait refusé un tract d'un geste peu amène, fut assassiné à coups de revolver par les « pistoleros ».

Le même jour, à l'occasion de cette même distribution de tracts, un citoyen américain qui se trouvait au café « La Taurina » fut assailli par les « pistoleros » parce qu'il s'était refusé à accepter un tract. Le coup ne fit pas mouche, grâce à l'intervention rapide du garçon de café.

Coincitant avec les incidents de ces dernières semaines, les mesures répressives se sont aggravées : détentions, tortures. L'inquiétude est générale et la peur augmente

dans tous les secteurs : chez les « blancs » comme chez les « rouges », dans l'Armée et la Phalange, dans la rue et au Gouvernement. Tout le monde a peur de tout et de tous.

« Horribles crimes

de droit commun »,

Un journal de Madrid dénonce les commentaires étrangers sur le régime franquiste, en disant que l'« on exploite le sentimentalisme des peuples, en inventant des exécutions politiques ou d'innocents, sans aucun fondement, puisque l'on n'a fusillé en Espagne que des malheureux criminels responsables d'horribles crimes de droit commun. »

Mais alors, quels horribles crimes de droit commun avaient commis M. Companys, Président de la Catalogne, ou M. M. Zugaogoitia et Peyro, ministres de la République espagnole ? S'il y a un crime, c'est bien de la part des franquistes qui profitant de l'occupation allemande, ont arrêté ces malheureux en France afin de les conduire en Espagne devant un peloton d'exécution.

Quels sont les crimes du Dr Espinosa, ministre de la Santé du Gouvernement d'Euzkadi ? Et de ces quelques vingt préteurs basques qui ont été également fusillés ? Et ceux de M. Carrasco Formiguera, catholique catalan, dont l'exécution n'a pu être évitée par la Compagnie de Jésus qu'il avait courageusement défendue devant les Cortès Constituantes ? Quels sont les crimes des militaires loyaux à la République qui ont payé leur loyauté de leur vie ? Et ceux de milliers et de milliers d'innocents ?

L'explication en est que dès les premiers moments de la rébellion la haine s'est installée à la place de la justice et les franquistes ont appliqué la maxime implacable : « Qui n'est pas avec nous, est contre nous ». C'est la raison pour laquelle, en novembre 1938, Franco déclarait à l'United Press : « Nous avons une liste de deux millions de délinquants avec la preuve de leurs délits et les noms des témoins ». Mais l'opinion mondiale en a déduit que Franco avait

menti ou que l'Espagne était un pays indigne de figurer parmi les peuples civilisés. Car il est invraisemblable que le hasard géographique et militaire ait concentré tous les délinquants dans la même zone belligérante ; dans l'autre zone, il ne saurait manquer d'y en avoir. Que penser, alors, d'un pays qui compte au moins 10 pour 100 de délinquants ?

Pour mieux comprendre les déclarations de Franco et l'épouvantable rigueur de sa « justice », nous reproduirons un autre passage de ce même journal madrilène qui proteste contre l'attitude de la presse étrangère : « On n'a créé en Espagne nulle forme de délit, nul Tribunal spécial destiné à juger les délits et à appliquer les peines, mais on a simplement utilisé, pendant la Croisade et après, les mêmes Codes pénaux qui existaient sous la Monarchie et durant la République.

C'est bien vrai. Le franquisme, par le truchement des Conseils de Guerre, applique le Code de Justice Militaire qui punit sévèrement la rébellion, l'aide à la rébellion, etc. C'est toujours le même Code mais les Cours Martiales sont bien différentes, elles sont constituées par des militaires rebelles dont la conscience n'est point troublée par le fait d'édicter la peine de mort ou de travaux forcés contre quiconque a commis le crime horrible d'avoir été loyal au régime légalement établi. C'est ce délit que les rebelles qualifient de rébellion.

Mais les Cours Martiales ne sont pas les seuls instruments de mort en Espagne. Les phalangistes adorent l'action directe, la justice personnelle et cette préférence les a même amené à commettre un attentat contre la personne du général Varela, alors ministre de la Guerre, qui était cependant un éminent collaborateur de la justice franquiste.

En résumé, militaires et phalangistes ont rivalisé dans l'application de leur justice et les résultats peuvent en être appréciés par la lecture des statistiques officielles. Nos lecteurs pourront le remarquer :

On évalue couramment à un million le nombre des morts de la guerre civile espagnole, y compris ceux qui tombèrent sur le

front et les victimes des représailles politiques qui ont sévi dans les deux camps. Ce chiffre global est donné généralement par la presse franquiste. Voici un an l'ambassadeur M. Lequerica confiait à un ancien ministre républicain que le total des victimes s'élevait à UN MILLION CENT MILLE

Une publication officielle du Ministère de la Justice (« La domination rouge en Espagne » — Information instruite par le Ministère public — Madrid, décembre 1943) déclare que le nombre d'Espagnols assassinés par les « rouges » s'élève à 85.940.

Selon le général franquiste Millan Astray, chargé des services militaires des statistiques, il n'y aurait eu guère plus de 75.000 morts dans l'armée de Franco.

A combien s'élèvent les pertes de l'armée républicaine (armée basque et catalane y comprises) ? Celles-ci ne figurent dans aucune statistique officielle ; du moins, à notre connaissance. Supposons que ces pertes aient été plus lourdes que celles des armées de Franco. Le double ? Peut-être. Admettons un chiffre global de 150.000.

Il n'en est pas moins vrai qu'il reste encore l'effroyable chiffre de 789.000 victimes qui n'ont pas été sacrifiées sur le front, mais qui n'ont pas été davantage assassinées par les « rouges ».

Rien moins que 789.000 victimes ! Et encore devons-nous être reconnaissants à Franco de ne pas avoir tué les deux millions de « délinquants » dont la liste avait déjà été établie en 1938.

De la liberté de la presse

« Tout le monde voit aujourd'hui plus clairement que jamais qu'il ne peut exister aucun ordre mondial tant qu'il y aura des êtres privés de la liberté du culte, de la liberté de parole et de la liberté de presse.

« Tout le monde sait que là où les masses n'ont pas de renseignements véridiques sur les actes ou les idées des autres gouvernements et des autres peuples, la grande majorité se sentira toujours tentée de suivre aveuglément les dictateurs de leur pays. »

Ces passages d'un [★] article de M. Sumner Welles paru dans la revue « Free World » nous font penser au régime franquiste dans lequel la liberté de presse est l'une des nombreuses libertés supprimées.

Le 22 avril 1938, Serrano Suner, alors Ministre de l'Intérieur, a publié une loi sur la presse dont nous extrayons cette phrase : « On ne saurait admettre que le journalisme continue à vivre en marge de l'Etat ». Une telle déclaration est naturelle, de la part d'un régime qui, s'il prétend aujourd'hui être une « démocratie organique », n'en est pas moins un régime totalitaire : tout dans l'Etat, rien hors de l'Etat.

Selon cette loi, « l'intervention dans la désignation du personnel de direction incombe à l'Etat ». Et, comme si ce contrôle n'était pas suffisant, il existe en outre, un Service National de Presse dont les chefs provinciaux, affectés auprès des préfets respectifs, exercent la censure dans chaque province et servent d'agents de liaison entre le préfet et les directeurs, et entre ceux-ci et le Service National de Presse. Les directeurs de journaux comme les chefs provinciaux du Service National de Presse sont nommés directement par le Ministre de l'Intérieur.

Etant donné que l'on ne peut exercer la profession de journaliste sans le « placet » du régime et sans l'admission au Registre Officiel des Journalistes, le journalisme est contrôlé complètement : dans sa direction, dans sa rédaction, dans sa collaboration. Il n'est pas nécessaire de souligner que tous les journaux sont gouvernementaux, puisque l'on ne publie que ceux qui avaient déjà avant la guerre une tendance anti-républicaine, et ceux qui, après celle-ci, ont été créés avec un caractère franquiste et utilisent les imprimeries confisquées à la presse républicaine.

Dans ce gouvernementalisme la moindre dissidence n'est pas possible non plus, étant donné la forme sous laquelle s'exerce ce contrôle. En voici un exemple. Un journal d'origine monarchiste se voit obligé d'accepter un directeur phalangiste imposé par

le Gouvernement et la Phalange. Lorsque Franco prononce un discours contre la monarchie, les lecteurs de l'organe monarchiste doivent digérer les commentaires faits dans le même sens par le directeur phalangiste, suivant les instructions transmises par le Service National de Presse par la voie du chef provincial.

D'autre part, la moindre dissidence est punie par une série de peines prévues par la dite loi : amendes, destitution, exclusion du Registre Officiel des Journalistes, confiscation du journal.

★ ★
Après ces précisions, il est aisé d'apprécier la saveur de la déclaration suivante faite par M. Correa Vegliesson, ex-gouverneur franquiste de Barcelone, au cours d'un banquet de journalistes :

« J'affirme que la presse espagnole est la plus libre de toutes, car elle a liberté de tout, sauf de vendre sa plume à l'anti-Espagne et à l'injustice ».

Nous reproduirons enfin un télégramme selon lequel la Commission de l'Association américaine des directeurs de journaux, qui effectue actuellement une tournée mondiale en vue d'examiner les possibilités d'accords futurs sur la liberté de l'information, a déjà achevé la moitié de son enquête. Il ressort des déclarations des membres de la Commission que la proposition d'inclure dans les traités de paix une clause sur la liberté de la presse a quelques chances d'être acceptée.

La Commission a déclaré que dans certains pays, comme l'Italie, une rééducation complète s'impose, étant donné que ces pays n'ont connu que la presse censurée depuis une génération.

Ce cas est semblable à celui de l'Espagne où la presse est soumise au régime de censure depuis 1923 (coup d'Etat du général Primo de Rivera) avec une parenthèse de cinq années de liberté qui correspond à la période républicaine.

Tension et crainte

Au cours d'un dernier Conseil des Ministres, le Gouvernement franquiste a délibéré sur la situation qui a été brossée en ces termes : Il faut évoluer ou laisser la place à une autre formule.

On parle de faire un Régent du Duc d'Albe et de Berwick, dernier ambassadeur à Londres, qui précisément est parent de M. Churchill et du Roi d'Angleterre. La régence du Duc d'Albe laisserait le passage à un Gouvernement militaire qui prononcerait la dissolution de la Phalange.

Mais on parle aussi d'un coup d'Etat, de caractère monarchique, dont l'animateur est le général Kindelan.

Ce qui est certain, c'est que Franco s'est dépêché de donner le commandement suprême des forces de Madrid à un chef qui a toute sa confiance : le général Munoz Grande, chef de sa maison militaire, et qui a été promu capitaine général en récompense à ses mérites à la tête de la « Division Bleue » en Russie.

Les monarchistes restent officiellement au service de Franco, mais l'attitude de don Juan de Bourbon, fils d'Alphonse XIII, est hostile au régime. Le 28 janvier de l'an dernier, il déclarait, en Suisse, au correspondant de « La Prensa » de Buenos Aires :

« Malgré ma bonne volonté je ne puis m'associer aux postulats de la Phalange, ainsi que j'ai été invité à le faire, ni me prêter à ce que la restauration monarchique apparaisse comme le couronnement de la structure créée par le régime actuel ».

Dans une lettre à son oncle, son représentant en Espagne, c'est-à-dire à l'Infant don Alfonso d'Orléans, le prétendant insistait (le 14 février) :

« Nonobstant mon désaccord à l'égard de la politique intérieure et extérieure suivie par le Gouvernement du général Franco, j'ai estimé que mon devoir était de garder le silence... ». Et plus loin : «...J'ai estimé qu'il était de mon devoir de faire connaître au monde que je n'ai jamais été solidaire avec le régime franquiste implanté par le

général Franco, et j'ai communiqué cette résolution au dit général dans une lettre datée du 25 janvier ».

Mais don Juan connaît ses partisans et il sait que la peur de la répression et le goût pour les brillantes situations sont chez eux plus puissants que leur adhésion à la cause monarchique. Aussi, ne s'est-il pas hasardé à les obliger à rompre définitivement avec le régime et il s'est borné à ce prudent avertissement qui autorise toutes les désertions :

« Mon absence de solidarité avec le régime actuel étant clairement définie, il serait logique que les vrais monarchistes ne continuent pas d'y collaborer ; mais ayant le désir de ne pas provoquer de perturbations dans la vie nationale, dans les difficiles circonstances actuelles, et de ne pas léser non plus les intérêts privés, je me borne, pour le moment, à déclarer que quiconque continuera d'assumer une charge officielle de caractère politique, le fera à titre personnel, sans que cette collaboration avec le régime puisse impliquer une responsabilité pour la Monarchie ».

En effet, M. Goicoechea, ex-ministre monarchiste et l'un des organisateurs de la collaboration italienne en vue de restaurer la Monarchie par la guerre civile, est toujours au service de Franco. De même qu'un autre ex-ministre monarchiste, M. Lequerica, aujourd'hui ministre des Affaires Etrangères. Et l'Infant don Alfonso d'Orléans (oncle et représentant de don Juan) lui-même est encore lieutenant-général, au service du régime que son neveu et roi a répudié.

Réalistes plus que royalistes.

On tue tambour battant

Tout comme ses maîtres et complices, ce qui devant l'Histoire, condamne Franco n'est pas son échec. C'est la somme de sang, de larmes, de deuils et de misères qu'a coûté cet échec aux hommes.

800.000 fusillés.

200.000 prisonniers politiques qui croupissent encore dans les geôles,

Des millions d'hommes réduits à une misère sordide.

Chaque jour, sur les champs de tir, dans les cours des hautes forteresses, l'aube ensoleillée voit s'effondrer les corps sanglants de victimes de « l'épuration » phalangiste.

Ici on fusille tous les jours, on tue tambour battant.

Hier, c'était Cristino Garcia, commandant F. F. I., héros déjà légendaire de la libération du Sud de la France, qui tombait face au peloton d'exécution en même temps que seize des plus héroïques fils de l'Espagne.

Aujourd'hui, d'autres hommes meurent pour être restés de vrais Espagnols, d'ardents défenseurs de la liberté.

Demain la terre pauvre de Castille sera arrosée du sang d'autres martyrs. Peut-être des femmes, déjà condamnées à mort comme Mercédès Gomez Otero, Isabel Sans Toledand et Maria Térésa Toral seront traînées devant les exécuteurs du Caudillo et mourront victimes du massacre que le fascisme continue d'infliger aux démocrates espagnols.

D'autre part Franco accueille et protège les fascistes réputés criminels de guerre recherchés par les polices alliées. L'Espagne de Franco est le havre sauveur des milliers d'épaves du nazisme.

80.000 SS allemands y vivent. Ils ont conservé leurs cadres et le salut hitlérien. La seule concession faite est l'abandon de l'uniforme feldgrau.

La Légion Etrangère, actuellement masquée au pied des Pyrénées, est considérablement renforcée par l'effort de plus de 60.000 « étrangers » enrôlés depuis l'anéantissement de la Werhmacht.

De San Sébastien, Madrid et Barcelone rayonnent, vers le Nord des tentacules d'une organisation parfaite d'évasion, d'aide et d'évacuation des inciviques réfugiés de tous les pays où le nazisme avait constitué ses phalanges de traîtres.

En dépit des promesses faites à la Grande-Bretagne, la Phalange n'est pas dissoute et reste le pilier central des soutiens du régime Franco y a consacré, en 1945, un budget de 192.400.000 pesetas et vient de con-

fier à ses chefs les plus fanatiques, la direction des Ecoles de formation politiques de Bilbao.

Outre ses Phalangistes, ses Maures du Rif et la Légion Etrangère, Franco maintient sous les armes 700.000 hommes qui, s'ils ne lui sont pas entièrement dévoués, sont encadrés par des spécialistes recrutés parmi ses fidèles, l'état-major de la « Division Azul » ou issus de l'Ecole Militaire de Saragosse où les instructeurs et moniteurs furent allemands jusqu'en 1944, ce qui rend pratiquement impossible toute tentative de rébellion.

EN CONCLUSION

J'ai raconté ce que j'ai vu et entendu. Un avenir peut-être proche permettra de confirmer ce que j'ai écrit. D'autres voyageurs contrôleront ou infirmeront le récit d'un observateur impartial, qui, voyageant seul et incognito, ne vit dans l'Espagne de Franco, que les formes vives d'un régime fasciste, certes, condamné par les puissances démocratiques, mais qui n'en continue pas moins à subsister.

On saura de même si je fis bien de mettre en garde les démoratés de mon pays contre le danger que constitue, pour la paix future, la tolérance de la dictature franquiste en Espagne.

Les événements diront si les propagandistes nazis, les militaires et les savants allemands qui travaillent à la mise au point de la bombe atomique sous la puissante protection du Caudillo, ne sont pas des articles d'exportation.

L'on jugera, enfin, si contre de fallacieuses promesses et de feints avantages commerciaux, les nations doivent maintenir des relations diplomatiques avec le gouvernement fasciste de Franco.

Un jour viendra où nous verrons l'Allemagne réduite aux dimensions d'une province. L'Allemagne pense partir de cet espace pour sa reconquête et pour la victoire.

(« Informaciones », Madrid, 10-4-45).

2
Dans l'Espagne de Franco, on a édité in " In Memoriam ,, dont
voici la traduction :

M

ADOLPHE HITLER

Führer chancelier de la Grande
Allemagne, tombé à Berlin, à la tête
de ses armées anticomunistes, en
luttant pour une Europe meilleure.

R. I. P.

*Pour perpétuer la mémoire de
celui qui a su défendre jusqu'à
la mort la civilisation chrétienne
et occidentale, les amis de la
Grande Allemagne lui consacrent
ce souvenir et demande une prière
pour son âme.*

Santander, mai de 1945.